



Adresse aux candidats aux élections législatives

Le défi climatique et les priorités sociales et démocratiques sont au cœur des enjeux majeurs des élections législatives des 30 juin et 7 juillet prochain, qui vont décider de l'avenir du pays.

De nombreuses déclarations souvent lénifiantes sont faites depuis des années par les responsables politiques : Président de la République, Premier-e Ministre, ministres et député-es, sans traduction dans les faits dans la plupart des cas.

Ainsi en est-il des objectifs suivants :

- L'interdiction de l'artificialisation des sols et la végétalisation des centres urbains pour développer les îlots de fraîcheur indispensables à la vie,
- L'éloignement de la voiture des centres-villes, et le développement volontariste de modes de circulation doux,
- Le strict respect de l'article L.350-3 du code de l'environnement interdisant l'abattage des arbres, sans permettre les dérogations préfectorales prises systématiquement en l'absence de décret d'application.

Sur ces objectifs précis, de nombreux Collectifs de citoyens se sont créés et développés ces dernières années, partout dans le pays, pour lutter contre les pratiques des collectivités locales et des services de l'Etat, qui lancent des projets de travaux inutiles et dangereux pour tous, au détriment d'urgences comme le logement, la santé, l'éducation, et cela sans réelle consultation et concertation avec les citoyens et citoyennes concernés.

Si vous êtes élu-e au Parlement ou si vous l'avez été, quels ont été ou quels seront vos choix stratégiques et la politique que vous impulserez ? Le Gouvernement que vous, parlementaire élu, choisirait pour gouverner le pays, prendra-t-il les mesures claires au service de ces objectifs concrets ? Fera-t-il un examen systématique des projets contestés en cours, pour en décréter le moratoire, chaque fois que ce sera souhaitable ?

Porterez-vous ces exigences ? Et comment devant le gouvernement et au sein de l'Assemblée ? De manière démocratique, consulterez-vous les Collectifs existants et plus largement l'ensemble des citoyens et citoyennes.

Votre réponse à : bancspublicssete@gmail.com